

**B i b l i o t h è q u e**  
**des**  
**SCIENCES**  
**HUMAINES**

**Le nœud**  
**démocratique**

**Aux origines**  
**de la crise néolibérale**

**par**

**MARCEL GAUCHET**

**nrf**

**Éditions Gallimard**

**B i b l i o t h è q u e**  
des  
**SCIENCES  
HUMAINES**

# **Le nœud démocratique**

**Aux origines  
de la crise néolibérale**

par

**MARCEL GAUCHET**

**nrf**  
**Éditions Gallimard**



*Bibliothèque  
des sciences humaines*

MARCEL GAUCHET

LE NŒUD  
DÉMOCRATIQUE

AUX ORIGINES  
DE LA CRISE NÉOLIBÉRALE

*nrf*

GALLIMARD

## INTRODUCTION

### *De la crise totalitaire à la crise néolibérale*

Tenons le constat pour acquis : il y a bien quelque chose comme une « crise de la démocratie ». Mais quelle crise ? C'est la question à laquelle ce livre s'efforce de répondre. Il est motivé par la conviction qu'elle engage, en plus de son enjeu civique, l'intelligence de la condition politique dans ce qu'elle a de plus fondamental.

Si question il y a, c'est que la première caractéristique de cette crise réside dans la difficulté de la cerner. C'est un des motifs pour lesquels le constat a mis du temps à s'établir. Il a fait l'objet d'une résistance tenace. J'en sais quelque chose, pour m'être fait fort mal voir, en essayant d'attirer l'attention, il y a déjà longtemps, sur le dérèglement du mécanisme de nos régimes<sup>1</sup>. Il est vrai que la crise s'est installée à bas bruit, comme une crise rampante, à la différence de la crise ouverte que l'on avait pu connaître à l'époque de l'assaut totalitaire, quand la démocratie dite « bourgeoise » était en butte à des remises en question radicales, aux deux extrémités du spectre politique, à l'enseigne de la révolution sociale ou de la révolution nationale. Rien de pareil sous notre ciel, au contraire, et c'est ce qui achève de donner un caractère paradoxal à cette crise : elle survient dans le sillage d'une

consécration triomphale des principes démocratiques. Leurs ennemis déclarés ont à peu près disparu, dans nos contrées en tout cas. Ce n'est pas seulement qu'ils sont en faveur comme ils ne l'ont jamais été ; c'est qu'ils exercent un règne exclusif, en définissant le seul régime politique concevable. Ils constituent bel et bien en ce sens fort « l'horizon indépassable de notre temps », en l'absence de candidats crédibles à leur substituer. La radicalité ne se dirige plus contre la démocratie ; elle s'inscrit à l'intérieur de son cadre, comme revendication d'une démocratie radicale.

Il y avait bien eu de premières inquiétudes, suscitées par cette radicalité dont la pression mettait nombre d'institutions, comme l'école, à rude épreuve. Mais ces appels radicaux à « démocratiser la démocratie » s'inscrivaient à tel point dans le droit-fil de l'esprit général du moment qu'il avait été facile de les mettre sur le compte d'excès de zèle marginaux dont seuls des esprits chagrins, pour ne pas dire « réactionnaires », pouvaient s'alarmer en les montant en épingle. Il en était allé de même vis-à-vis de faits allant dans la direction opposée, comme la montée de l'abstention ou du vote protestataire. Des phénomènes certes dommageables, pouvait-il paraître plaidable dans l'euphorie de l'heure, mais ne représentant pas plus que l'accompagnement obligé, à des degrés variables, d'un régime qui a chroniquement ses démagogues et ses déçus. À ce compte-là, la démocratie n'est-elle pas toujours plus ou moins « en crise » ?

Mieux, m'objectait-on, un cran plus loin, le phénomène véritablement significatif n'était-il pas à l'opposé le progrès de la démocratie ? La donnée à retenir n'était-elle pas l'approfondissement qui a accompagné le ralliement à son principe, un approfondissement représenté, en particulier, par « l'État de droit » ? Idée juste, bien que partielle et oublieuse de son revers. Il fallait effectivement lui faire place, mais en restant attentif à ses contreparties problématiques.

Cette lecture unilatérale de la situation, repoussant énergiquement l'idée d'une crise au profit de l'idée d'une avancée, a durablement prévalu. Elle

nous mène au cœur du sujet. Car elle est en fait partie prenante de la crise, laquelle peut se lire, considérée dans sa dimension intellectuelle, comme un conflit d'interprétations sur ce que peut et doit être la démocratie. C'est cette bataille qu'il s'agit de comprendre, en prenant en compte les deux points de vue et les deux camps en présence. Elle m'a fait parler, par image, d'une « crise de croissance », marquée par la dysharmonie de ses développements. Car progrès et régression peuvent marcher du même pas sur des plans différents.

Il a fallu la poussée de la protestation dite « populiste » pour ébranler l'optimisme officiel et imposer le constat que quelque chose, décidément, ne tournait pas rond dans la maison démocratique. Elle a changé la lecture de la situation, pour commencer, chez les observateurs en faisant passer au premier plan l'ampleur des frustrations provoquées par la politique majoritaire et en relativisant les craintes éveillées par l'extrémisme démocratique. L'élargissement de cette sécession protestataire, sa force grandissante, sa résonance dans la vie collective ont interdit de la réduire, comme c'était le cas depuis le départ, à une pathologie marginale, au sursaut d'une nostalgie malsaine pour les « sociétés fermées » du passé aux dépens de la « société ouverte ». La centralité acquise par cette pression oppositionnelle au sein des sociétés politiques a fini par rendre impossible d'ignorer qu'il y allait d'une guerre sourde, mais décisive, portant sur la définition même de la démocratie.

Car tel est bien l'enjeu du nouveau clivage qui brouille dans tous les régimes démocratiques le clivage classique entre droite et gauche, quand il ne tend pas à le supplanter. Un clivage dont les termes sont difficiles à définir eux aussi. Il met aux prises, selon le bord où l'on se place, le camp des « élites » contre celui des « peuples », ou bien le camp des défenseurs de la liberté et de l'universalité contre celui des partisans de l'autorité et du repli national — l'identité des protagonistes de la bataille est déjà matière à dispute.

En réalité, le conflit oppose, en dernier ressort, deux visions de la nature et des finalités de nos régimes qui se rattachent à leur source même<sup>2</sup>. Une vision dominante, tellement qu'elle se donne pour la seule recevable, qui privilégie le droit des individus, et une vision dominée, dont la véhémence protestataire se réclame de la souveraineté populaire. Deux visions qui ont des titres à se croire également fondées, au-delà de leur différence de statut, puisqu'elles prennent appui chacune sur l'un des éléments constitutifs de la démocratie, telle que les modernes la comprennent : les libertés personnelles qu'elle garantit, d'un côté, et le pouvoir des citoyens en corps qu'elle promet, de l'autre côté. Les deux éléments sont destinés, normalement, à jouer de concert pour former une « démocratie libérale », où l'enracinement du régime dans les droits de chacun se complète par la conversion de ceux-ci en puissance de tous. Or l'évolution de nos sociétés tend à dissocier les deux composantes ; elles divergent au lieu de converger. Sa pente dominante met en avant sa composante « libérale », jusqu'à une hypertrophie libertaire, aux dépens de la composante « démocratique ». Une mise à l'écart qui provoque en retour la réactivation, voire la radicalisation de cette dernière, au point de lui faire oublier, à l'occasion, sa solidarité avec la première, en la jetant dans une embardée autoritaire.

En d'autres termes, l'idéal libéral tend à devenir anti-démocratique, ce qui suscite une remobilisation de l'idéal démocratique qui tend à le rendre illibéral. Ce retournement de la coopération nécessaire en antagonisme inconséquent justifie pleinement, soulignons-le à l'usage des sceptiques, l'emploi de la notion de « crise » dans son acception la plus stricte. La démocratie souffre d'une désarticulation interne des éléments dont son bon fonctionnement suppose la concorde. Cela ne donne pas une crise *de* la démocratie, dans le sens où son existence ferait l'objet d'une menace directe, mais cela produit une crise *dans* la démocratie qui altère son fonctionnement en profondeur. Il se vide de sens à force d'enlisement du débat public, ou de ce qu'il en reste, dans un dialogue de sourds à base de

disqualification mutuelle, quand il ne dérive pas vers une « guerre culturelle » paralysante pour l'action publique.

La question, à partir de là, est donc de savoir d'où sort et ce que représente l'évolution qui a conduit à creuser, voire à exaspérer cette contradiction. La nature classique de ses termes pourrait faire penser à une oscillation périodique au sein d'un système en lui-même stable, mais sujet au déséquilibre interne, de telle sorte qu'il privilégierait tour à tour l'un ou l'autre de ses pôles en fonction des conjonctures, l'évolution économique se présentant, dans cette hypothèse, comme le facteur déstabilisant tout désigné. L'hypothèse n'est pas sans mérite ; elle a des faits considérables pour elle qui demandent un examen rigoureux. Mais, comme on le verra, elle n'atteint que la surface des choses. Elle laisse échapper le fait principal, qui est la transformation conjointe des deux pôles, le pôle individuel et le pôle collectif. Transformation qui explique l'évolution économique, en l'insérant dans un cadre plus vaste et plus profond, bien plutôt qu'elle ne se laisse expliquer par elle — elle est un effet avant d'être une cause. Confondre les deux, céder à l'illusion que l'économie a pris le pouvoir de par sa dynamique propre, est précisément le piège qu'il s'agit de déjouer.

L'explication avec l'explication économique est l'enjeu par excellence de la situation. Nous vivons le moment de l'expérience cruciale en la matière : le moment où l'explication économique atteint sa vraisemblance maximale, mais où, de ce fait même, grâce à la pleine lisibilité des motifs de sa séduction, il devient possible d'argumenter sa réfutation pour la ramener à sa juste place.

Ce qui se tient derrière l'opposition trompeusement familière entre libéraux et démocrates est d'un tout autre ordre que l'expansion capitaliste. Il y va d'un pas de géant de l'histoire qui nous a fait ce que nous sommes, d'une étape supplémentaire, et quelle étape, du long processus dont est issue la démocratie libérale des modernes. Cette étape se traduit par un bouleversement des assises du fonctionnement collectif dans l'ensemble de

ses dimensions dont le dérèglement du mécanisme de nos régimes n'est qu'une résultante de surface. Aussi cette crise constitue-t-elle, au-delà de l'inquiétude civique qu'elle inspire, un moment de vérité exceptionnel pour la réflexion politique. Elle livre accès à la face cachée du fait démocratique. Elle permet ce faisant d'en repenser de fond en comble la genèse, l'essence et les conditions de fonctionnement. Elle est l'occasion de démêler l'enchevêtrement de facteurs qui en fait un nœud énigmatique pour ses acteurs.

La présente crise prolonge et complète, de ce point de vue, les enseignements d'une crise antérieure, la grande crise dont sont sortis les totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle. Elle possède une portée de dévoilement équivalente. Car cette première crise majeure a été, elle aussi, un moment de vérité. Dans sa remise en question radicale des régimes libéraux par l'entrée des masses en politique, elle a mis en évidence des dimensions insoupçonnées du fait démocratique. Elle a imposé un réexamen en règle de ses conditions de naissance, de ses éléments constitutifs et des exigences de son fonctionnement. Une reconsidération que la stabilisation miraculeuse de ces régimes libéraux contestés, après 1945, a confirmée et amplifiée. Elle a apporté un éclairage supplémentaire au travers des réformes de grande envergure qui ont permis cette réponse victorieuse au défi totalitaire. Les régimes de démocratie libérale proprement dite sont nés du comblement des lacunes béantes que laissaient subsister les régimes de libéralisme démocratisé antérieur.

La crise actuelle nous replonge dans une situation analogue, une étape plus loin, avec l'impératif de pousser l'investigation plus profond. Avec, également, le handicap de la surprise. Car le travail de stabilisation avait si bien fait son œuvre qu'il avait installé le sentiment que l'âge des périls était derrière nous et qu'au terme de ce grand cycle de crise et de réponse à la crise l'essentiel était acquis et la formule de la démocratie libérale des

modernes enfin trouvée, au moins dans ses grandes lignes. Un sentiment qui a connu son apothéose euphorique au moment de la désintégration sans drame de la survivance de l'âge totalitaire que représentait l'Union soviétique.

Quiétude trompeuse, dont il a fallu bientôt déchanter. Il y avait encore beaucoup de chemin à faire, comme le troublant changement de monde qui nous emporte depuis maintenant un demi-siècle nous oblige à le mesurer. Ce n'est pas que nous revenons en arrière. Nous sommes projetés en avant, au contraire, vers un inédit complet qui nous emmène aux antipodes de ce que le passé avait pu nous donner à connaître. Et cet inédit radical est gros de motifs de crise que rien ne laissait anticiper. Nous nous réveillons embarqués dans un nouveau cycle historique dont les secousses donnent à deviner qu'il appellera une révision théorique aussi systématique que le précédent de ce que nous pensions pouvoir mettre sous le nom de « démocratie ». Il est d'ores et déjà permis d'augurer, en sondant ses profondeurs, qu'il débouchera en pratique également sur une refonte du mode de fonctionnement de nos régimes d'une ampleur équivalente à celle du cycle antérieur.

Du moins disposons-nous, avec la crise totalitaire, d'un repère qui faisait défaut à nos prédécesseurs pour nous guider. En permettant de retracer un parcours, il livre le plus éclairant des fils conducteurs pour s'orienter dans le dédale des événements, mesurer le chemin parcouru et apprécier la nouveauté de la conjoncture qui s'impose à nous. Seule pareille mise en perspective est de nature à éclairer une situation que l'enfermement dans le présent laisse peu intelligible. Je m'en étais tôt convaincu en esquissant le parallèle entre les deux cycles de crise, en 2007, dans un opuscule intitulé, justement, *La démocratie d'une crise à l'autre*<sup>3</sup>. Le cours des événements, depuis lors, n'a fait que renforcer dans mon esprit la conviction du bien-fondé de la démarche, en accentuant des traits de la présente crise qui autorisent à en donner une caractérisation plus tranchée

qu'il n'était possible à l'époque. Cette évolution fait ressortir en particulier le rôle d'une dimension souterraine de l'existence des sociétés que l'on peut appeler leur mode de structuration. C'est en elle que se situe la clé de la crise actuelle, comme c'est en elle qu'il faut chercher le secret de la tératologie totalitaire. Son rôle déterminant est l'objet principal de ce livre.

Le problème constitutif de l'esprit démocratique est d'être spontanément aveugle à cette dimension souterraine. Sa visée essentielle est d'explicitier en raison le fonctionnement collectif, en rupture avec son immémoriale entente coutumière ; il veut en déterminer formellement les règles, en définir aussi complètement que possible les rouages et les termes, à la lumière des principes auxquels ils doivent obéir. Ce faisant, il se détourne d'interroger ce qui rend possible cette ambition même et la formulation des principes dans lesquels elle se traduit. Or cette visée n'existe qu'en fonction d'une organisation sous-jacente de l'existence collective qu'elle tend par nature à méconnaître. La présente crise représente le moment paroxystique de cette méconnaissance. Elle porte à son comble le partage entre l'ambition consciente et le support inconscient, entre les principes déclarés et leurs conditions structurelles de possibilité.

C'est sur ce foyer de la crise démocratique et sur ce qu'il nous apprend que se concentrent les pages qui suivent. Elles complètent et précisent l'analyse d'ensemble que j'avais proposée il y a quelques années du « nouveau monde » issu de cette étape supplémentaire, et à mon sens terminale, du processus générateur de la modernité démocratique<sup>4</sup>. Étape dont la présente crise est le fruit paradoxal et ô combien instructif. Ce tableau global effectué, je me sens dispensé de revenir sur quantité d'expressions et de ramifications de l'immense renouvellement du monde en cours depuis un demi-siècle qui participent de la crise. C'est son noyau qui m'intéresse ici. Il m'a semblé, en effet, avec le recul, l'extension se payant toujours en compréhension, que le cœur de la crise restait quelque

peu dans le flou, au milieu de la profusion des facettes décrites. C'est lui que je voudrais spécifiquement éclairer.

Je me suis permis pour ce faire de négliger la diversité des situations nationales. Il va de soi que le phénomène revêt autant de visages concrets qu'il y a de pays, modelé qu'il est par des histoires et des cultures politiques particulières. Reste qu'il est suffisamment généralisé dans le monde démocratique pour justifier de s'arrêter à ses traits communs. Pour la même raison, j'ai privilégié le cadre européen, parce que c'est là que la révolution démocratique moderne a son parcours complet, y compris les épreuves dont la crise totalitaire représente le sommet, des épreuves auxquelles son point de départ exceptionnel a valu à l'expérience américaine d'échapper. Mais le parallélisme des situations de crise, aujourd'hui, de part et d'autre de l'Atlantique, au-delà de la différence des trajectoires, illustre avec éloquence qu'elles relèvent des mêmes prémisses du fonctionnement démocratique.

Le prix à payer de ce parti de stylisation extrême des données est une certaine « abstraction » du propos qui ne manquera pas de m'être reprochée. À quoi je ne puis répondre qu'en rappelant que c'est le propre de la théorie, c'est-à-dire d'une construction intellectuelle ambitionnant de rendre un phénomène intelligible, que d'être « abstraite ». Ainsi est-ce : le plus court chemin vers le concret saisi dans sa vérité est le détour par l'abstraction. C'est le moment de s'en souvenir, menacés que nous sommes par la marche vers une démocratie sans démocrates dont le piège est de faire croire à ses acteurs qu'elle les dispense de chercher à la comprendre.

1. Je fais allusion aux textes réunis dans *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, 2002.

2. Cette description rejoint celle donnée par Yascha Mounk dans *Le peuple contre la démocratie* sur la base d'une synthèse empirique considérable (Paris, L'Observatoire, 2018), à la nuance près qu'elle inscrit plus résolument la protestation populiste dans le cadre démocratique.

3. Nantes, Éditions Cécile Defaut, 2007.

4. Cf. *Le nouveau monde*, t. IV de *L'avènement de la démocratie*, Paris, Gallimard, 2017.

## I

### *Traverser l'écran économique*

Le constat une fois admis, le premier obstacle auquel se heurte l'éclaircissement de cette crise est original : il réside dans l'apparente facilité de l'expliquer. Un obstacle particulièrement retors et d'une remarquable efficacité dissuasive. Pourquoi se creuser la tête quand les réponses vont de soi ? Les motifs de la crise, puisque crise il y a, ne font pas problème, est-il tentant de se dire. Cela tombe sous le sens, ils relèvent de l'économie. L'explication, à la limite, se résume dans un mot : mondialisation<sup>1</sup>. Un mot derrière lequel en arrivent d'autres, tout aussi chargés de pouvoir de compréhension : capitalisme, libéralisme. Avec cette chaîne de raisons, n'a-t-on pas tout ce qu'il faut pour rendre compte des effets politiques en retour qui perturbent la marche de nos régimes ? Le fin mot de l'histoire semble dit.

Comment ignorer la part de vérité écrasante que comporte cette explication ? Elle est à la fois moins vraie et plus vraie qu'elle n'en a l'air. Moins vraie, en ceci que d'autres facteurs et d'autres ressorts sont à l'œuvre derrière les données économiques qui paraissent occuper toute la place. Et

plus vraie en ceci que l'activité économique se voit investie dans la conjoncture d'une signification et d'une portée qui dépassent de loin ses critères propres d'efficacité productive. C'est une dimension du problème que la mise en perspective de longue durée à laquelle j'avais procédé dans *L'avènement de la démocratie* ne faisait sans doute pas suffisamment ressortir. Cette relecture sous un autre angle est l'occasion de la prendre de front en partant de ces apparences impérieuses et dissuasives du présent pour les traverser.

Les faits sont tellement massifs, tellement répertoriés jusqu'au ressassement, qu'il suffit de les rappeler dans leurs grandes lignes<sup>2</sup>.

Pour commencer par le trait le plus directement sensible, la mondialisation d'inspiration néolibérale a inversé la tendance égalitaire qui avait caractérisé la marche des sociétés occidentales au cours de la phase de haute croissance des Trente Glorieuses. Si elle a réduit l'écart entre les pays développés et les pays émergents en sortant des centaines de millions de personnes de la pauvreté — l'argument philanthropique favori de la nouvelle ploutocratie, ce qui peut susciter l'exaspération mais ne doit pas empêcher de le prendre en compte —, elle a creusé des écarts inédits et parfois spectaculaires à l'intérieur des pays développés. Des inégalités d'autant plus ressenties qu'elles touchent au statut des acteurs, au-delà de leurs revenus. Elles ne se mesurent pas qu'en termes monétaires : elles séparent des gagnants du mécanisme économique et des perdants voués à un sort sans espoir. Elles vont jusqu'à créer un divorce entre les visions du monde et les modes de vie en séparant des « anywhere » et des « somewhere », selon la formule suggestive de David Goodhart, des « gens de n'importe où », en mesure de faire fructifier partout leurs compétences, et des « gens de quelque part », assignés, faute de moyens, au dépérissement sur place<sup>3</sup>. Faut-il s'étonner, en présence d'une telle fracture, du surgissement d'une protestation appelant à redonner la priorité à la cohésion collective, grâce à l'autorité du politique, tantôt sous l'aspect de la

puissance de la nation intégratrice, tantôt sous l'aspect de la force de l'État régulateur et redistributeur ?

De manière générale, la mondialisation économique et financière s'est soldée par un élargissement prodigieux du périmètre d'action des entreprises. Elle les a projetées dans une autre dimension, au regard de laquelle même les « multinationales » de jadis font pâle figure. Elle a favorisé la constitution d'entreprises géantes, opérant à l'échelle globale, justement, là où les États, si grands soient-ils, restent confinés dans leurs limites territoriales. Il s'ensuit un changement du rapport de force qui met les États en concurrence les uns avec les autres et sous la contrainte de s'attirer les bonnes grâces d'investisseurs et d'opérateurs dont dépend leur prospérité, tout comme celle de leurs citoyens. Ce que traduisent les impératifs de « compétitivité » et d'« attractivité », devenus une sorte de surmoi de l'existence collective. Le capital n'a plus besoin de se cacher pour infiltrer les pouvoirs à l'intérieur des nations, comme le soupçon en courait dans son âge classique. Il est en position de force pour dicter ses conditions de l'extérieur. Rien de très surprenant, là non plus, au retour de l'aspiration à la souveraineté des nations, face à cette subordination à la loi des marchés mondiaux. Une souveraineté susceptible, là aussi, de versions différentes, selon que l'on privilégie son expression politique dans un gouvernement fort, ou sa traduction sociale dans le caractère public de la conduite de l'économie.

Par ailleurs, l'ouverture libérale ne se limite pas à la production et aux échanges de biens et de services. Elle concerne également la circulation des hommes. La mondialisation s'accompagne de vastes mouvements migratoires qui trouvent leur justification officielle dans les besoins de main-d'œuvre des pays développés, mais qui ont pour motivation plus commune le simple désir de populations déshéritées d'améliorer leur sort en s'installant sous des cieux plus cléments. Quoi qu'il en soit, ces flux mal contrôlables représentent un défi multiforme pour les pays d'accueil, le

premier de ces défis étant l'impuissance des appareils publics qu'ils mettent en relief. D'où des réactions de rejet dont le caractère xénophobe ne doit pas masquer la demande d'efficacité politique qui les anime. En outre, l'installation de ces populations qui amènent avec elles leurs cultures et leurs religions d'origine bouscule les mœurs et les normes établies. L'une de ces religions d'importation, l'islam, est en proie, qui plus est, à des pulsions fondamentalistes qui la font apparaître comme une menace pour les bases séculières de la vie de nos sociétés. D'où les revendications ou les réaffirmations d'ordre identitaire qui accompagnent cette pluralisation forcée de l'existence collective. À quoi il faut encore ajouter, en toile de fond, le sourd renforcement de cette préoccupation identitaire induit par l'inexorable déclin relatif des pays anciennement développés face au développement du reste du monde.

Comment, enfin, ne pas faire place, en sus de ces facteurs obviés, aux retombées imprévues du formidable instrument de la mondialisation que représente la réticulation numérique ? La connexion généralisée ne s'est pas contentée d'apporter, comme il est bien connu, l'outil de la financiarisation globale et de la diffusion du modèle d'un marché sans limites. Elle a également fourni, trait moins relevé, le levier d'une sécession culturelle et intellectuelle des « masses » par rapport aux « élites ». Élévation du niveau d'instruction et d'information aidant, elle a accéléré la dissipation de ce qui subsistait de déférence envers les magistères de toute nature — non sans apporter, de plus, à l'occasion, les moyens de mobilisations spontanées échappant aux contraintes de la société d'organisation.

Encore est-il nécessaire d'ajouter à ces tendances de long cours le choc culturel de la crise financière de 2008. Il s'éloigne, et l'amnésie médiatique porte à le sous-estimer. Il a pourtant marqué une rupture cruciale. Il a joué comme un amplificateur et un cristallisateur vis-à-vis de ces phénomènes oppositionnels. Son impact économique n'a pas besoin d'être souligné. Mais son impact politique, pour avoir été diffus, ne serait-ce qu'en raison de

la technicité de la matière, n'en a pas moins été profond et durable. Les conditions de la crise ont définitivement disqualifié ce qui pouvait rester d'autorité intellectuelle au discours officiel sur les bienfaits du nouveau mode de fonctionnement de la finance globale. Et plus avant encore, l'absence de toute remise en question sérieuse jointe à l'escamotage des responsabilités qui ont présidé au traitement de la crise ont achevé d'accréditer le thème de la connivence égoïste des élites dont se nourrit le rejet populiste.

### *De l'effet à la cause*

Une fois toutes ces données mises bout à bout, on peut légitimement avoir l'impression, en première approche, de disposer d'une intelligence relativement complète et satisfaisante de la situation. N'a-t-on pas, avec cette série de facteurs, tous les ingrédients qu'il faut pour rendre compte de la protestation populiste dans sa diversité de visages et de sources ? Les quelques mots dans lesquels ses principaux ressorts se ramassent, égalité, souveraineté, autorité, identité, ne la désignent-ils pas clairement pour ce qu'elle est : la réplique exacte, le négatif parfait d'une libéralisation capitaliste globale qui fracture les sociétés, bat en brèche la capacité d'action des États et remet en question la vision d'eux-mêmes à laquelle les peuples étaient accoutumés ? On conçoit qu'il soit tentant de s'arrêter là.

Du point de vue de la description, en effet, l'essentiel est dit. Le cœur du problème réside dans la tension déclarée entre la dynamique d'une économie libéralisée et les cadres politiques auxquels une fraction notable et croissante des peuples reste attachée, soit pour la protection qu'elle en attend, soit en vue de la maîtrise d'un destin collectif dont elle se sent dépossédée. Ou, pour prendre le problème sous un autre angle, son foyer se situe dans l'articulation du dedans et du dehors. Il se loge dans la relation des communautés politiques avec le monde au milieu duquel elles doivent évoluer et qui retentit sur leur manière d'être selon différents modes, qu'il

s'agisse de la continuité de leur expérience historique, de leur rang dans la compétition globale ou de la dissociation du sort de leurs membres.

C'est la différence de la configuration présente avec l'époque de la « question sociale ». Le conflit d'alors était foncièrement interne et l'internationalisme affiché par le mouvement ouvrier un horizon rêvé plus que pratiqué, comme les circonstances se sont chargées de le montrer — les mobilisations de l'été 1914 ont ouvert en grand la série des démentis. Dans la situation actuelle, à l'opposé, si le conflit politique reste interne, par nature, il est commandé par la relation à l'extérieur et le rêve est du côté d'un abri national retrouvé. Par où l'économie met en question la condition politique ni plus ni moins. Il est indispensable, à ce titre, d'en passer par elle, la question étant de savoir s'il est possible de s'y arrêter. Quoi qu'il en soit, à ce stade, reconnaissons à cette description le mérite primordial d'obliger à prendre au sérieux les déchirements associés à la mondialisation, par rapport à l'insistant déni dont ils ont fait l'objet. Elle fait ressortir la centralité de leur raison d'être : ils sont l'inéluctable rançon d'un nouvel état du monde et des sociétés.

Mais la description ne vaut pas explication. S'il est tentant de l'admettre pour telle, avant toute réflexion, c'est qu'elle en appelle tacitement à l'autorité de l'explication la plus communément tenue pour acquise, l'explication reine, même, on peut le dire, au sein de notre univers de culture, l'explication en laquelle se rejoignent l'appui de la science et la ratification des apparences, mais l'explication qui se trouve être celle dont la situation réclame de s'émanciper. Elle se résume, de nouveau, en peu de mots : l'économie mène le monde, le capitalisme est roi, la mondialisation est son produit naturel. La dynamique du capitalisme n'est-elle pas, en effet, de croître en largeur et en profondeur, s'il est permis de s'exprimer ainsi, en gagnant sans cesse de nouveaux territoires et en pénétrant toujours plus avant les activités collectives ? Nous nous trouverions en somme au moment de la vérification ultime de l'idée, par le triomphe final de cette

vocation expansive. C'est en fonction de ce diagnostic que nous aurions à nous orienter.

Je l'ai dit et j'y insiste, l'explication avec cette explication est le défi fondamental de l'entreprise d'élucidation de la présente crise de la démocratie. Elle exige d'échapper à cette grille de lecture économiciste : telle est la conviction qui guide l'analyse proposée ici, en pleine conscience de la difficulté de la tâche, puisqu'il s'agit de se déprendre de son attrait au moment où les circonstances lui confèrent un crédit écrasant.

Les apparences n'en sont pas moins un piège. Se fier à leurs suggestions ne mène qu'à un désarmement aussi bien intellectuel que politique. Encore une fois, il ne s'agit pas de les négliger. Il s'agit bien au contraire de les sauver, en rendant compte de la position hégémonique acquise par l'activité économique et la vision de la société qui lui est attachée. Sauf que cela suppose justement de ne pas la tenir pour allant de soi, comme si elle était inscrite dans la nature des choses — la nature du capitalisme, en l'occurrence. La question, on le verra, est celle de ce que la société fait du capitalisme, sans présupposer que le capitalisme fait ce qu'il veut de la société. Sa primauté relève d'une attribution, en la circonstance, et non d'une appropriation. Il s'agit, autrement dit, d'expliquer la place accordée à l'économie par le tout social, avec ses effets en retour, au lieu de vouloir tout expliquer par l'économie.

De manière générale, insistons-y au passage, il n'y a pas plus urgent pour la cause de l'intelligence collective que de dépouiller l'entité spectrale nommée « capitalisme » du pouvoir magique de répondre à toutes les questions (comme de se charger de tous les péchés). Vu de près, dans la nudité de son anatomie composite, ledit capitalisme ne possède ni la cohérence infaillible ni la toute-puissance inexorable que ses ennemis lui attribuent beaucoup trop généreusement — ne parlons pas de ses amis, qui se soucient peu d'y réfléchir. Il présente en revanche une souplesse adaptative et une vitalité polymorphe qui permettent de comprendre la

difficulté de s'en dépêtrer pour lui substituer une formule alternative. À défaut d'entretenir la vaine promesse de rompre avec lui, cette démystification laisse envisager les moyens de mieux le canaliser.

On remarquera d'ailleurs qu'il n'est plus guère question, dans la phase conquérante actuelle que connaît le capitalisme, et jusque chez les contempteurs les plus acharnés de ses méfaits, de la contradiction fatale que Marx avait cru détecter dans sa course pour en tirer la prophétie de son inéluctable dépassement révolutionnaire. Les tensions entre le développement des forces productives et les rapports de production sont bien là, certes, mais elles n'ont rien, même lorsqu'elles sont vives, du caractère irrémédiable qui était supposé garantir le renversement du système. En bonne logique, il n'y aurait donc qu'à se résigner à son triomphe final. Dans cette perspective, par conséquent, la crise de la démocratie provoquée par la corrosion de la base politique des sociétés en proie à son expansion ne devrait être qu'un épiphénomène transitoire destiné à se résorber dans la société de marché intégral appelée par le règne sans partage de l'accumulation du capital. Seule peut-être la survie de la planète habitable serait susceptible de lui opposer un point d'arrêt — et encore, l'appétit de cet ogre omnivore n'étant plus à démontrer. Qui sait s'il ne serait pas capable d'en faire la matière d'une nouvelle croissance !

Je pousse à dessein le raisonnement jusqu'au bout afin de faire ressortir l'inconséquence à laquelle conduit cette explication prétendue. Car même les plus fervents défenseurs de la thèse ne doutent pas, en réalité, de leur capacité de résister à cette force qu'ils présentent comme irrésistible. En quoi ils ont raison, mais au prix de se mettre en contradiction avec leurs prémisses.

La vérité est que le politique n'est aucunement voué à se dissoudre dans le bain économique global. S'il y a antagonisme entre la dynamique capitaliste et la logique démocratique, c'est qu'elles relèvent de deux registres de l'action collective qui possèdent chacun leur consistance

propre. Ce qui ne les empêche pas d'être étroitement liés jusque dans leur contradiction. C'est la nature spécifique de ces deux registres en tension qu'il s'agit d'éclaircir en même temps que leur mode de liaison.

Encore ne faut-il pas s'enfermer dans l'analyse de cette contradiction. Elle s'éclaire à l'arrivée, une fois qu'on a changé de point de départ et renversé la perspective. La bonne manière de se dégager de l'illusion d'optique qui pousse à tout ramener au pouvoir de l'économie est de se demander ce qui crée cette illusion d'optique. Si ce n'est pas le capitalisme qui, de sa seule et souveraine puissance, impose ses conditions de fonctionnement, dicte ses règles, inspire les idées qui gouvernent, qu'est-ce qui peut bien lui ménager pareil environnement propice ? D'où procèdent ces conditions de fonctionnement avantageuses ? À quelles attentes cet objectif de croissance répond-il pour se voir investi d'une pareille priorité ? À l'arrivée, la force d'entraînement du mécanisme est bien là, mais elle est une résultante avant d'être une source *sui generis*. Elle découle d'une élection et non d'un coup d'État, pour recourir à une image politique. Le problème est d'identifier l'origine de cette intronisation. On se doute qu'aucun suffrage n'a été organisé sur le sujet et que ce ne sont pas des volontés expresses qui ont présidé à cette dévolution. Elle est typiquement le produit d'un processus souterrain lié lui-même à une reconfiguration plus large du système social. C'est le nœud de facteurs qui se sont conjugués à l'occasion de ce remaniement qu'il s'agit de démêler.

L'économie et son moteur capitaliste se trouvent ainsi ramenés à leur véritable dimension, celle d'éléments d'un ensemble dont la composition et la dynamique sont à interroger pour elles-mêmes. Un ensemble dont nous apprécions ainsi d'entrée une des propriétés, pas la moins singulière, cette propriété piègeuse qui le rend capable de se dérober à une saisie directe en privilégiant la visibilité d'une de ses composantes au point de lui faire éclipser tout le reste. Comme quoi, par un remarquable retournement dialectique, le règne apparemment exclusif de l'économie conduit, à

l'opposé, à une relecture pluraliste de l'architecture de nos sociétés cachée derrière ce monopole de façade.

Que les choses soient claires : il ne s'agit pas de rejouer la bataille de l'« idéalisme » contre le « matérialisme », il s'agit de la dépasser. Qui pourrait sérieusement songer à nier le rôle des innovations techniques et de la dynamique économique dans le changement des sociétés ? La question est de savoir si elles en épuisent le sens. Pas de globalisation financière et marchande sans le conteneur et l'ordinateur, c'est entendu. Reste que le mode de coexistence inédit entre les entités politiques que représente la mondialisation possède une consistance et une signification qui vont tellement au-delà de ces instruments sans lesquels il n'existerait pas qu'il est permis de le décrire de manière indépendante. De manière générale, la transformation fondamentale du mode de structuration des sociétés achevant de se dégager de la structuration religieuse analysée ici n'est pas concevable hors d'un certain niveau de richesse collective et de moyens pratiques à la disposition des acteurs. Cela ne l'empêche pas de relever d'une histoire des formes de l'établissement humain-social qui n'a pas attendu le capitalisme généralisé d'aujourd'hui pour exister. La démarche schématisante que j'ai adoptée privilégie la mise en lumière de cette organisation ultime sur laquelle repose l'être-en-société. Mais il ne serait pas difficile, juste plus long, de détailler les supports concrets qu'elle mobilise, étant entendu que sa part « idéelle » et sa part « matérielle » sont indissolublement mêlées.

### *De l'économique au politique*

C'est l'ambiguïté et le périlleux privilège de la conjoncture historique : la configuration qui alimente l'illusion économiciste est en même temps la configuration qui donne à déchiffrer en nouveaux termes les données organisatrices de notre monde.

Tout ce que l'on croyait avoir appris à connaître de ces données élémentaires de la condition collective est à reprendre. Car il n'y a pas, d'un côté, une sphère économique qui se serait dilatée en bousculant, de l'autre côté, une organisation en elle-même inchangée. C'est le changement de cette organisation qui a rendu possible la dilatation de la sphère économique, s'il ne l'a appelée. Ce n'est pas simplement que l'ampleur acquise par le développement des forces productives ébranle des cadres nationaux qui seraient restés les mêmes. C'est que ceux-ci se sont transformés d'une manière qui a libéré le déploiement de la dynamique capitaliste, jusqu'au point où elle se retourne contre eux. Ce n'est pas simplement que le système libéral des droits qui limite les pouvoirs et protège les libertés personnelles a confirmé son efficacité en matière d'encouragement à l'initiative entrepreneuriale et à l'innovation. C'est que ce système a changé de nature, de place et de fonction d'une manière qui consacre la généralisation du modèle du marché concurrentiel et du calcul des intérêts. Ce n'est pas simplement que, sous l'effet de la montée en puissance de son moteur principal, le processus historique a connu une accélération supplémentaire. C'est que le dispositif qui préside à la projection de l'activité collective en direction de l'avenir a subi un remaniement qui délègue l'invention du futur à l'activisme technique et marchand.

Ne pas prendre ce qui est primordialement un effet pour une cause, même si cet effet devient secondairement à son tour une cause : j'y insiste, l'intelligence de la situation est suspendue à cette inversion de perspective. Sous l'empire de surface de l'économie, se cache en profondeur une triple métamorphose de la structure politique de nos sociétés, de leur structure juridique et de leur structure historique. Cette métamorphose semble se résumer dans la priorité accordée au système de la production et des échanges, mais les tensions dont elle est la source laissent apercevoir, c'est leur vertu, une réalité autrement complexe et instructive : celle d'une

combinaison de facteurs à la fois familiers dans leur objet et radicalement défamiliarisés dans leur façon d'être. Ce que l'on pensait savoir du politique, du droit ou de l'histoire est pris à contre-pied par leur métamorphose conjointe. Elle oblige à les redécouvrir tant dans leurs spécificités que dans leurs liens. Dans l'opération, en effet, ces éléments structurels se sont dissociés d'une manière qui permet de les appréhender dans leur nature singulière, comme nous ne les avons jamais vus, en même temps qu'elle permet de prendre la mesure, pour la première fois, du problème que pose leur articulation. Le problème constitutif de nos régimes, se découvre-t-il par la même occasion, est le problème qui est au fond de la présente crise de la démocratie.

Sous la globalisation financière et marchande transparait autre chose. Est à l'œuvre une mondialisation politique obéissant à sa logique propre. C'est elle, en profondeur, qui a rendu possible l'expansion fulgurante de la mondialisation économique, en transformant le mode de définition et de coexistence des États-nations. Encore la transformation ne s'est-elle pas arrêtée à la sphère de leurs relations extérieures ; elle a touché tout autant la sphère des rapports internes. Le politique a pris dans l'opération un visage aux antipodes de la figure verticale et sommitale sous laquelle nous avons coutume de l'identifier. C'est ce qui a fait croire à son effacement, au moment où sa fonction devient plus cruciale que jamais. Aussi peut-il porter à la fois la cause de l'ouverture au monde et la cause de la protection contre le monde — ou de l'affirmation dans le monde.

Dans la même ligne, l'accréditation du modèle du marché n'est pas un phénomène circonscrit à la sphère économique et qui ne répondrait qu'à des motifs d'efficacité. Elle plonge ses racines dans un phénomène beaucoup plus large, de nature politique, qui regarde le fonctionnement collectif dans son ensemble. Elle est alimentée de manière sous-jacente par un processus d'individualisation qui vient de loin, mais auquel sa traduction en droit — le droit des droits de l'homme — a procuré sa cristallisation définitive.

C'est le processus qui a conféré une force de conviction irrésistible au modèle d'une coordination horizontale et automatique des actions individuelles, sans maître pour l'imposer d'en haut. Un modèle dont le rayonnement et les incidences s'étendent très au-delà du domaine des transactions marchandes. C'est une redéfinition de la totalité des liens sociaux qu'il emporte virtuellement avec lui. Non sans activer de vives tensions entre les impératifs du tout et les attentes des parties, allant jusqu'à déchirer la conscience des parties entre règles publiques et aspirations privées.

Semblablement encore, l'accroissement de l'innovation technique et l'intensification de l'activité économique s'inscrivent dans une « accélération de l'histoire » en général qui n'épargne aucun domaine de l'existence collective. Cette accélération oblige à reconsidérer sa nature. On ne peut se contenter d'y voir une simple amplification de la loi du changement inhérent au monde humain-social, qui irait toujours en s'accroissant par une sorte de croissance naturelle. Elle invite à remonter à la source de cette disposition au changement et elle en donne à discerner le caractère structurel. Une chose est le fait du devenir, qui touche toutes les sociétés, autre chose est leur rapport à ce fait. C'est ce rapport qui est en cause, en la circonstance. Loin de se réduire à une propriété native des systèmes sociaux, susceptible d'une plus ou moins grande extension, l'historicité relève d'une organisation de la temporalité collective, d'une manière pour les sociétés de se poser au sein du devenir qui détermine à la fois le statut du passé, le rapport à l'avenir et l'inscription dans le présent. C'est cette organisation qui s'est métamorphosée, en l'occurrence, en modifiant tous les paramètres temporels de la vie collective. Elle a enfermé celle-ci dans le présent, en neutralisant le passé et en ramenant la projection vers l'avenir à sa seule dimension matérielle, ramenée elle-même à sa plus courte anticipation. Sauf que, comme il se doit, ce qui est mis à l'écart ou refoulé n'en continue pas moins d'exister et tend à resurgir. C'est ainsi

qu'est née une bataille culturelle diffuse, mais prégnante, entre un camp de l'identité historique et un camp de la post-histoire économique.

Bref, l'économicisme qui triomphe en pratique et en théorie à la faveur de la mondialisation néolibérale est en fait le produit — et le masque — d'un bouleversement de l'ordonnance sous-jacente de nos sociétés. C'est dans cette réorganisation souterraine que s'ancrent, en dernier ressort, les divisions qui travaillent les démocraties, au-delà des motifs premiers que leur fournissent les séquelles de ce pancapitalisme.

Ce réagencement a pour conséquence remarquable, en effet, d'instaurer un partage entre une face visible et une face cachée du fonctionnement collectif, pourrait-on dire. La manifestation visible de la métamorphose du politique, ainsi, est d'autoriser un degré inédit d'ouverture des États-nations les uns sur les autres, au point d'alimenter la perspective de leur progressif effacement. Mais cette ouverture est le fruit, en réalité, d'un renforcement caché de la formule même desdits États-nations, de telle sorte que celle-ci nourrit du même mouvement l'affirmation dominante du cosmopolitisme et la revendication dominée de souveraineté.

Même chose sur le terrain du droit, où la consécration éclatante de l'indépendance individuelle ne se sépare pas d'un approfondissement secret de la dimension d'appartenance, lequel pousse dans le sens d'une quête du commun et de la communauté. Même chose encore sur le terrain de l'expérience historique, où le détachement spectaculaire de la bulle du présent n'empêche pas l'existence d'une aspiration aussi confuse que puissante au rattachement à un parcours sensé, liant les acquis du passé aux attentes envers le futur. Malaise il y a, justement, parce que l'endroit éclairé et l'envers obscur ne sont pas sur le même plan et ne bénéficient pas de la même explicitation ni de la même dignité. Mais ils ne vont pas l'un sans l'autre. Ils s'enracinent l'un et l'autre dans le gigantesque remaniement silencieux du socle de nos sociétés qui constitue le fond de la conjoncture historique.

Ainsi la crise singulière dans laquelle nos régimes sont embarqués invite-t-elle à une autre lecture du fait démocratique. Elle demande de se tourner vers la configuration structurelle qui les porte.

Ce que nous saisissons immédiatement de la démocratie, ce sont ses principes et ses règles de fonctionnement. Son originalité historique réside, précisément, dans cette volonté de la définir expressément, de codifier avec rigueur ses mécanismes institutionnels. Mais ce formalisme juridique, si important soit-il, est un point d'arrivée plutôt qu'un point de départ, contre ce qu'il tend à suggérer. Il ne représente que la pointe émergée d'un massif autrement vaste. Il coiffe et encadre, on le sait au moins depuis Tocqueville, et la suite n'a fait que confirmer son intuition, un « état social », ou une forme de société. La situation nous offre la possibilité de préciser le contenu de cet « état » ou de cette « forme », en substituant un concept bien défini à des expressions vagues.

Ce qui se tient derrière nos systèmes démocratiques, libéraux et représentatifs, c'est un mode de structuration spécifique des communautés humaines. Il combine un mode de définition de leur cadre politique, un mode de légitimation des rapports sociaux et un mode d'orientation des activités collectives dans le temps. Ce mode original de structuration s'est lentement mis en place sur cinq siècles, en rupture avec le mode de structuration qui a dominé le passé humain, le mode de structuration religieux. Ce n'est qu'en reconstituant ce laborieux déploiement souterrain que l'on peut véritablement comprendre le parcours pour le moins heurté de la construction de nos régimes. La présente crise en représente un épisode de plus, et pas n'importe lequel.

Elle procède en effet d'une nouvelle étape de ce déploiement, une étape décisive, celle du dégagement complet du mode de structuration démocratique de la matrice religieuse à l'intérieur de laquelle il s'est formé et dans laquelle il restait pris d'une manière qui en brouillait les traits. Cette décantation en règle a eu un double résultat. Le premier a été de faire entrer

le principe théorique de la démocratie dans l'incontestable, en dissipant les mirages de son dépassement qui avaient hypnotisé les esprits au xx<sup>e</sup> siècle et en rendant tout autre régime inconcevable. Mais cette consécration n'a pas livré pour autant la formule pratique du régime en mesure de procurer une traduction opératoire adéquate à ces conditions structurelles inédites. Au contraire, elle a nourri une version illusoire de ce que cette organisation autorisait comme mode de fonctionnement. De telle sorte que la décantation a eu pour second résultat de déboucher sur une contradiction, celle-là même qui avive aujourd'hui la division des opinions et plonge la démocratie théoriquement triomphante dans l'incertitude sur son destin effectif.

C'est que cette décantation du mode de structuration qui sous-tend l'univers démocratique, loin d'en mettre les articulations en pleine lumière, les enfouit sous des expressions de surface qui en travestissent la véritable nature. Elle crée les conditions d'un fonctionnement collectif qui accrédite une vision en trompe-l'œil de ce que peut et doit être la démocratie. Une vision placée sous le signe, précisément, de cette pure auto-définition par les valeurs, les normes et les procédures qui constitue son aspiration naturelle, mais qui prend ici les dimensions d'un leurre. Car il coupe carrément cette auto-définition formelle des conditions structurelles qui la permettent et la soutiennent. Comme si la fonction du politique pouvait se dissoudre dans le mécanisme de la représentation et le jeu du pluralisme électoral. Comme si le droit — le droit des droits fondamentaux des individus — pouvait s'abstraire des moyens sociaux qui rendent son effectivité possible. Comme si l'invention historique pouvait s'enfermer dans la dynamique de l'expansion capitaliste. Il en résulte une version tronquée de l'ordre démocratique qui ne peut manquer de susciter la frustration, une frustration vite relayée par la protestation contre les dérèglements entraînés par la méconnaissance. Contestation à laquelle on doit reconnaître d'être le vecteur de la vérité, en l'occurrence, quoi que l'on

puisse penser de ses expressions, puisqu'elle oblige à porter attention à cet arrière-plan que la scène officielle oublie ou refoule.

Tel est le diagnostic qu'il nous faut étayer et détailler : la démocratie comme régime souffre de la méconnaissance de « l'état social » qu'elle suppose, c'est-à-dire de la structuration collective qui la rend possible. Une méconnaissance qui prend sa source dans ces structures elles-mêmes. Le nouveau défi politique lancé aux démocraties est d'apprendre à maîtriser ce qui leur permet d'exister.

### « *Néolibéralisme* » et « *populisme* »

« Populismes » locaux contre « néolibéralisme » global : les données générales de notre problème étant ainsi posées, il n'est pas inutile de revenir sur ces deux mots-clés en lesquels se résume l'affrontement qui est au cœur de la crise démocratique. Il est indispensable, même, d'en préciser les conditions d'emploi, étant donné les confusions auxquelles leurs usages polémiques les exposent. Ce sont les notions des acteurs. Ce n'en sont pas moins les bonnes. Il n'y en a pas d'autres. Mais la fonction dénonciatrice ou disqualifiante qui préside à leur utilisation courante induit des déformations plus ou moins aberrantes qui exigent clarification et mise au point.

Oui, « néolibéralisme » est bien le nom qui convient à l'inspiration idéologique dominante qui guide la marche de nos sociétés. Oui, de la même façon, « populisme » est la dénomination appropriée de la protestation qui se dresse contre ce cours dominant. Cela ne fait ni de l'un ni de l'autre des diables à exorciser. Ce sont des orientations idéologiques qui ont de fortes raisons d'exister et dont il s'agit, précisément, d'expliquer l'enracinement — l'enjeu étant en pratique d'apprendre à maîtriser leur confrontation, puisque cette division d'opinion traduit ce qui fait crise dans la démocratie.

« Néo-libéralisme », parce que, si les principes de base restent ceux du libéralisme classique, le cadre dans lequel ils s'appliquent, tant sur le plan

politique que sur le plan économique, est tellement différent du cadre d'origine que l'examen de leurs tenants et aboutissants est à reprendre de fond en comble. La garantie et la protection des libertés individuelles ne veulent plus dire la même chose une fois celles-ci consacrées comme le foyer légitime de l'existence collective. De la même façon, les principes du libre marché et du libre-échange changent complètement de sens et de portée à l'heure d'une globalisation qui tend à extraire le fonctionnement du système économique des cadres nationaux à l'intérieur desquels il s'était jusqu'alors inscrit. Inscription qui avait culminé avec la phase de haute croissance auto-centrée des Trente Glorieuses et son capitalisme organisé sous forte régulation publique, formule inspirée par le dessein de remédier aux failles du libéralisme économique classique que la crise de 1929 avait rendues criantes. Le paradoxe est que ce sont ces remèdes, une fois leurs limites atteintes, qui ont réaccrédité le libéralisme en le corrigeant de sa naïveté première. Ces données qu'il regardait comme « naturelles », l'acteur libre et le libre marché, sont en fait à produire socialement, ce qui implique un coût élevé, qu'il a fallu se résoudre à assumer, de plus ou moins bonne grâce. À cette leçon est venue s'ajouter l'opportunité offerte par une autre donnée capitale, dont les libéraux classiques rêvaient sans trop y croire, mais qui s'est cette fois concrétisée pour de bon, à savoir l'ouverture de l'espace planétaire. Elle a fourni le support d'une relance de la dynamique du capitalisme à une échelle inédite. Le néolibéralisme est le fruit de cette double métamorphose.

C'est dire qu'il n'a pas grand-chose à voir avec l'« ultralibéralisme » sans limites volontiers accusé de tous les maux par ses détracteurs. À quoi ses défenseurs ont beau jeu de répliquer en faisant valoir, à juste titre, le niveau inégalé de dépenses publiques et de dépenses sociales, en particulier, dont ce monstre supposément impitoyable s'accommode — et pour cause, puisqu'il y trouve ses conditions d'existence. Point rarement compris de ses amoureux, sur l'autre bord, qui n'ont de cesse de vouloir le purger de sa

prodigalité, alors qu'elle est le prix à payer de l'individualisation radicale qui constitue l'un de ses plus sûrs appuis. La vérité est que la formule néolibérale suppose un socle politique qu'elle s'emploie à démolir et une politique sociale qu'elle récuse dans son principe.

Ce sont ces ancrages dans la structure sociale et dans l'organisation du monde qui assurent la formule néolibérale de sa position dominante. C'est à eux qu'elle doit sa crédibilité, et non à une propagande toute-puissante, comme une vulgate discrètement complotiste le donne à entendre. C'est à eux qu'il faut remonter si l'on veut pleinement comprendre le problème qui nous est posé.

Il s'agit semblablement de dégager les raisons d'être du « populisme », en remontant aux racines de la nouvelle version du phénomène — un phénomène politico-idéologique classique, lui —, dont le contexte a précipité l'accréditation.

Beaucoup plus encore que le néolibéralisme, le populisme est à dégager, pour commencer, des anathèmes vertuistes qui en obstruent l'approche raisonnée — rançon de sa position dominée. Il est à dédramatiser par rapport à l'épouvantail agité par des « élites » qu'affolent les mauvais sentiments présumés de la plèbe. La vérité est qu'il accompagne la démocratie comme son ombre. Là où la « souveraineté du peuple » est posée en principe, le « populisme » n'est pas loin et ne peut pas ne pas l'être. Il est le plus communément une réaction à ce qui est vécu, à tort ou à raison, comme un déni ou un détournement de démocratie. En effet, une souveraineté déléguée est exposée par nature à être trahie par ceux qui ont à la représenter, comme elle est intrinsèquement susceptible d'être mise en échec par de puissants intérêts laissés libres de jouer. Il n'y a pas de démocratie pure. Elle est composite et vouée de ce fait à la contradiction interne. Liberté des acteurs sociaux, représentation et souveraineté forment un ménage à trois fatalement agité. C'est en fonction de cette formule composite que les dangers du populisme se comprennent. La souveraineté

qui procède des libertés individuelles peut se retourner contre elles en dérivant vers un autoritarisme destructeur, appuyé sur une unanimité fantasmagorique. Le péril populiste est à cet égard le revers du péril oligarchique. Nos régimes sont condamnés à évoluer entre ces deux écueils.

Allons plus loin. Le populisme constitue en fait, au-delà des réactions épidermiques auxquelles il se réduit souvent, une version complète de la démocratie libérale représentative, une des manières de la comprendre, une des options ouvertes par l'incertitude de sa formule. Quelle souveraineté ? Quelle liberté ? Quelle représentation ? Sur chacun de ces points, en effet, des réponses contradictoires, mais fondées, sont possibles et le populisme en a une. Qui est le peuple souverain ? Il se présente sous deux visages, en réalité. Il y a le peuple comme tout et le peuple de tous, le « peuple en bloc » et le « peuple en détail », comme le disait Benjamin Constant. Une fois que l'on a déclaré le peuple « introuvable », à juste titre, puisqu'il est multiple et divisé, il n'en demeure pas moins que la figure d'un tout politique transcendant ses parties conserve irréductiblement un sens. Un sens devenu évanescent dans la conjoncture présente, alors qu'il revêtait une évidence prioritaire il n'y a pas si longtemps, mais qui retrouve un relief incontournable lorsque l'existence même de la communauté politique paraît menacée — par dissolution dans le bain global, notamment. Cette dualité se retrouve sur le terrain des conceptions de la liberté. Elle se partage entre la primauté donnée à la liberté politique comme participation à la décision souveraine et la primauté laissée à la liberté privée en dehors de la sphère politique. C'est sur ce chapitre que le populisme manifeste sa dimension qu'il est justifié de dire « libérale » sous l'aspect de la revendication d'un lien personnel direct avec le pouvoir, à part ou au-dessus des « corps intermédiaires », et des médiations sociales en général. Cela alors que, en regard, ce qu'il est convenu classiquement d'appeler « libéralisme » s'en remet plus volontiers à des médiations représentatives par préférence pour les libertés privées. Ne pas l'oublier, le populisme est un individualisme

— un individualisme politique. Enfin, le populisme comporte sa philosophie propre de la représentation, qui passe par la personnification du pouvoir, par son incarnation dans une personnalité dotée de l'autorité indispensable à la concrétisation de la souveraineté. Personnalisation à laquelle répugne au contraire la philosophie libérale ordinaire, qui lui préfère l'anonymat fonctionnel des responsabilités publiques et l'autorité impersonnelle de la loi.

Il suffit d'énumérer ces traits, soit dit au passage, pour mesurer la forte dose de populisme qu'incorpore la Constitution de la V<sup>e</sup> République française, sous l'aspect en particulier du rôle attribué au président de la République et des conditions de sa désignation. Mais le fait est à replacer dans une évolution générale des systèmes démocratiques. Leur stabilisation, depuis la Seconde Guerre mondiale, est passée pour une part notable par la prééminence conférée à des exécutifs personnalisés, quelles que soient leurs conditions de désignation.

Comme quoi le populisme, loin de se réduire à une dérive pathologique, représente une composante normale de l'architecture institutionnelle de la démocratie libérale représentative. Une composante normalement balancée par d'autres, mais que des circonstances critiques peuvent délier de ses contrepoids en lui donnant une primauté effectivement dangereuse. Ou encore, autre cas de figure, une composante à tel point marginalisée ou étouffée par les autres que son absence suscite une frustration d'autant plus vivement ressentie que les circonstances réclameraient son concours, aux yeux au moins d'une partie notable des citoyens.

La présente protestation populiste relève typiquement de ce second cas de figure. Elle est une réaction à l'évolution de la démocratie d'inspiration néolibérale qui valorise les droits individuels dans leur dimension privée aux dépens de la souveraineté populaire, une révolte contre les retombées sociales et politiques de cette évolution. Ce qui nous ramène à la question précédente des raisons profondes de cette inflexion néolibérale. Elle

comporte comme son volet complémentaire la question des ancrages que la résistance populiste trouve dans la structure sociale.

C'est l'objet de ce livre. Mais il fallait commencer par dégager ces gros mots de la charge polémique attachée à leur usage familier pour leur rendre leur véritable portée. L'intelligence de la crise passe par leur entente rigoureuse.

1. Le français disposant de deux mots, il me semble utile de marquer la distinction entre la « globalisation » et la « mondialisation ». Ce dernier terme a l'intérêt de désigner une nouvelle condition planétaire, notamment politique, débordant de beaucoup la dimension économique dans laquelle reste enfermée la globalisation financière et marchande, avec l'inconvénient supplémentaire de suggérer que la dynamique économique englobe et entraîne le reste.

2. Pour une vue d'ensemble incisive et efficace, voir en dernier lieu *The Crisis of Democratic Capitalism*, de Martin Wolf, Londres, Allen Lane, 2023.

3. David Goodhart, *The Road to Somewhere. The Populist Revolt and the Future of Politics*, Londres, Hurst, 2017 (en français, *Les deux clans. La nouvelle fracture mondiale*, Paris, Les Arènes, 2019).

## CONCLUSION

### *Le défi de l'autonomie*

L'objectif des pages qui précèdent n'était pas de produire un tableau exhaustif de la crise étrange dans laquelle pataugent et s'enfoncent les démocraties. Il était de mettre en lumière le foyer depuis lequel elle rayonne. Un foyer bien caché, enfoui qu'il est sous les apparences d'un scénario classique où l'économie tient un rôle tellement écrasant qu'il fait oublier le reste. Cela se résume en peu de mots : capitalisme global contre démocratie locale, donc adaptation contrainte des conditions locales à la logique globale, donc division des communautés politiques entre profiteurs et victimes de cette subordination et impossibilité de véritablement se gouverner. Avec ce constat, le fin mot de l'histoire n'est-il pas dit ? Est-il vraiment besoin de creuser plus avant ?

Le désarmement de l'intelligence par la force des apparences n'est pas l'aspect le moins troublant de cette crise. Mais, selon une dialectique éprouvée, cette omnipotence offre le moyen de s'y soustraire par son excès même. C'est la fenêtre que ce livre s'est efforcé d'exploiter. Le privilège de cette situation en forme de défi, me suis-je efforcé de montrer, est qu'elle permet d'échapper à l'explication économique en expliquant la place

hégémonique prise par l'économie. Elle livre accès à une dimension sous-jacente en regard de laquelle, une fois exhumée, l'économicisme ambiant apparaît pour ce qu'il est : un effet qui se donne pour une cause. Et par la même occasion, c'est la signification de l'économie en tant que composante de la modernité qui s'éclaire.

Il y a plus profond dans l'organisation de nos sociétés que l'« infrastructure » prétendue que constituerait l'organisation économique : voilà ce que la présente configuration de crise à la fois nous autorise et nous requiert de penser. Le « mode de production » n'est pas le dernier mot de la dynamique historique. Derrière lui, il y a ce que l'on peut appeler le « mode de structuration » de l'être-en-société. C'est de son côté qu'il faut chercher le secret des dérèglements du mécanisme démocratique.

S'il nous est donné de discerner l'existence de ce mode de structuration, c'est que nous sommes sous le coup d'une étape supplémentaire de son déploiement, et pas n'importe laquelle, l'étape décisive de son dégagement complet. Il s'est extrait pour de bon cette fois de l'association avec le mode de structuration précédent à l'intérieur duquel il s'est formé et avec lequel il devait composer. Il nous est ainsi permis, pour la première fois, de prendre la mesure de son rôle dans la genèse de la modernité démocratique, en même temps que de la rupture que celle-ci représente par rapport à l'ensemble du passé humain. Derrière ces principes de liberté qui nous sont familiers, se découvre-t-il, il y a une refonte des rouages de l'être-ensemble qui a mis des siècles à se forger, en subvertissant peu à peu l'ancienne ordonnance qui présidait à l'existence des communautés humaines d'aussi loin qu'on les connaisse. Ce ne sont pas des idées démocratiques nées d'un miracle de la raison qui sont parvenues à s'imposer dans le fonctionnement des sociétés, c'est la mise en place souterraine de ce mode de structuration accompagnant la formation de ces idées qui a rendu possible en pratique à nos sociétés de se gouverner et de se faire de manière autonome. Cela alors

que la loi d'airain de la condition collective avait été depuis toujours, sous un visage ou sous un autre, la subordination à plus haut qu'elle.

Il a fallu, pour qu'émerge cette capacité des communautés humaines de disposer d'elles-mêmes, leur mise en forme politique sous les traits de l'État-nation. Il a fallu la percée du principe de composition qui légitime cette puissance de se définir et de se choisir, à savoir l'égalité de leurs membres, ce que l'on connaît communément sous le nom de « droits de l'homme ». Il a fallu, enfin, la projection dans l'avenir qui ouvre aux sociétés la possibilité de travailler sur elles-mêmes pour se changer, s'inventer, se produire, accroître leurs ressources de tous ordres, dimensions qui se concrétisent notamment sous les traits de l'économie. Toutes dimensions organisatrices de l'existence collective qui vont très au-delà des idées que les acteurs s'en font, bien qu'elles soient en lien intime et en interaction avec elles. Elles ne déterminent pas mécaniquement ces idées, et encore moins leur mise en pratique ; elles leur fournissent un support ; elles leur ouvrent un champ d'interprétation, par essence pluraliste et polémique, non sans sécréter aussi des illusions à propos des possibles qu'elles dessinent ; elles se prêtent à des aménagements pratiques divers, y compris placés sous le signe de ces illusions. La plus courante d'entre ces illusions, l'illusion démocratique par excellence, pourrait-on dire, étant celle de parvenir à un régime démocratique pur qui n'obéirait de part en part qu'à ses principes explicites, en ignorant le mode de structuration qui le rend possible et les contraintes qu'il comporte. Nous y sommes, justement, notre crise est faite d'un tel divorce entre l'ambition explicite qui guide la marche de nos régimes et la base implicite sur laquelle repose leur fonctionnement, base qui, à la fois, nourrit l'illusion de son propre effacement et la contredit. Elle rend possible de l'ignorer, à première vue, tout en le démentant, en arrière-plan. D'où l'antagonisme paralysant des lectures de la situation qui en résulte.

C'est que le mode de structuration a sa dynamique interne, dans une certaine mesure, et son parcours propre. En la circonstance, une conjoncture favorable, sur laquelle je ne reviens pas, a précipité sa décantation en bonne et due forme. En achevant de se dégager de l'empreinte hétéronome, l'autonomie structurelle a trouvé son expression pleine dans l'ensemble de ses dimensions. C'est l'événement caché qui donne son caractère à la période. Elle le lui confère d'autant plus que les effets sismiques de l'événement, loin de s'arrêter aux contrées occidentales où cette refonte de la manière d'être des communautés humaines s'est enclenchée, se sont propagés à l'échelle du globe. Les chocs en retour de cette vague mondiale ne sont pas le moindre aspect de la crise sur laquelle a débouché ce dénouement, si étrange que pareil résultat puisse et doive paraître. « Étrange » est bien le mot, puisque le résultat est à l'opposé de ce que les prémisses auraient abstraitement laissé augurer. Il y a bien consécration tant des principes que des moyens de l'autonomie, sauf que c'est en pratique par une division radicale sur la manière de les comprendre que cela se traduit. Si pour les uns l'heure est à la satisfaction de voir les indépendances individuelles libres de déployer toutes leurs conséquences, pour les autres l'heure est à la frustration de la promesse faite aux peuples de disposer librement d'eux-mêmes, promesse qui se retourne en dépossession et singulièrement en aliénation économique.

Les données de la structuration, en effet, laissent leur interprétation ouverte. Elles se prêtent aux deux lectures, de manière inégale, il est vrai. Elles tendent à privilégier spontanément une version juridiquement individualiste du processus démocratique, associée à une version idéologiquement néolibérale du fonctionnement collectif. Ce qui ne les empêche pas, toutefois, de fournir un ancrage irréductible à la revendication dominée de souveraineté collective.

Centralité des droits fondamentaux sur fond de « platformisation » de l'État et de la nation, jointes à la déliaison du présent, du passé et de

l'avenir : telle qu'elle se présente, la nouvelle configuration accrédite irrésistiblement l'idée démocratique, tout en la ramenant à l'exercice des libertés personnelles. Elle ouvre la porte, du même mouvement, à la dynamique sans frontières du complexe juridico-technico-marchand. Mais les mêmes données qui légitiment ces perspectives font en même temps signe vers tout autre chose que ce mélange de social-individualisme libertaire et d'économicisme néolibéral. Elles rendent virtuellement possible, elles offrent souterrainement les moyens, elles donnent à concevoir une ressaisie souveraine de leur destin par les communautés politiques. Un programme qui, tout dominé et inchoatif qu'il soit, ne peut manquer de trouver une large audience, alimentée par les multiples mécomptes du programme dominant. Il est le spectre qui, sous le nom de « populisme », hante le règne de la bonne conscience juridico-économique officielle.

Encore serait-ce une erreur que de réduire son attraction à la répulsion provoquée par les retombées négatives du programme dominant, qu'il s'agisse des dégâts de la globalisation capitaliste, des ignorances systémiques de la société de la connaissance ou de la révolte devant l'impuissance publique inhérente à la toute-puissance des libertés privées. L'appel dit « populiste » se nourrit fondamentalement de la promesse ultime que véhicule la structuration autonome. Promesse que la lecture néolibérale détourne sur le vu des apparences sous lesquelles cette dernière se présente. Voilà le foyer de notre crise : il réside dans ce décalage entre la surface et le fond, entre les perspectives explicites qui s'offrent aux acteurs quant à ce que veut dire autonomie et leur soubassement implicite. En un mot, la structuration autonome n'est pas l'autonomie. Elle la rend possible, elle ne la produit pas. Davantage, elle se prête à une lecture qui lui tourne en réalité le dos.

Singulier aboutissement, ne manquera-t-on pas de se dire, que ce dégagement en bonne et due forme d'un possible qui ne débouche que sur

une division en règle relativement à la manière de l'exploiter. La situation a de quoi sembler paradoxale, de prime abord, en effet, mais elle n'est que logique, à la réflexion. Il n'y a pas de dimanche de l'histoire, de temps de repos après le dur labeur. L'autonomie ne saurait être de l'ordre d'un acquis. Elle exige, par essence, d'être expressément visée pour elle-même. Elle est, et elle restera, un possible à réaliser, la disposition de ses instruments ne livrant pas les clés de leur emploi. Au contraire, même, puisque la réalisation de ce possible demande d'aller contre le mirage tentateur de l'autarcie individuelle sur fond d'automatisme social que suscitent ces instruments. Un mirage suffisamment opérationnel pour s'être imposé comme l'horizon inspirateur du fonctionnement de nos sociétés, en dépit de son irréalité dernière et de son potentiel destructeur. Un mirage à tel point séduisant qu'il est capable d'enfermer les oppositions qu'il provoque dans une protestation incantatoire, entre brouillage des données de la situation et séduction des causes dont on combat les conséquences. C'est dire que le but n'est pas à portée de la main.

Encore faut-il ajouter à cette puissance de l'illusion (et des intérêts qui y trouvent leur compte) deux facteurs : le désarroi intellectuel créé par la radicalité du changement de cap et l'intimidation du moralisme dans lequel s'enveloppe l'hégémonie des élites nouvelle manière.

Ce n'est pas une petite affaire quand on y songe : nous avons basculé d'un seul coup dans une problématique inverse de celle qui a dominé séculairement l'expérience démocratique. Il s'agissait de mettre une part au moins des droits personnels à l'abri de l'emprise abusive du politique ; il s'agissait de dégager les individus de liens communautaires étouffants ; il s'agissait de libérer les initiatives et les inventions du carcan des traditions et des héritages. La tâche est désormais de réarmer les libertés du bras d'une autorité politique sans lequel elles sont vaines ; elle est de redonner aux indépendances le sens d'une appartenances hors de laquelle elles flottent dans le vide ; elle est de réinscrire le flux du nouveau dans une marche

d'ensemble permettant d'y reconnaître une œuvre commune. La brutalité de ce revirement explique une bonne part de la confusion qui est une autre marque de notre drôle de crise. Difficile d'aborder des questions nouvelles avec des repères intellectuels forgés à l'aune de questions anciennes et de surcroît inverses. Sans négliger la hauteur de la marche qui sépare, en termes d'exigences, la simplicité de l'opposition et la difficulté du compromis. Car il ne s'agit pas ici de substitution, mais de composition entre les droits de chacun et le pouvoir de tous, entre les bénéfices et les obligations de la solidarité, entre la création au présent et la continuité d'une histoire. Ce n'est pas que le compromis était inconnu. Mais il était pratiqué comme une fatalité à laquelle il fallait se résigner. Autre chose est de l'assumer en conscience comme une nécessité inhérente à l'impératif démocratique.

Intervient en outre là-dessus le nouveau moralisme social qu'on a déjà évoqué à propos de l'anti-pouvoir médiatique. L'individualisation par le droit et le soi de droit qu'elle fabrique induisent une grille de lecture de la vie sociale à base d'« ouverture » — ouverture du monde puisqu'il n'y a que des individus, ouverture à l'Autre en général, puisque ces individus tous différents sont d'étoffe identique, le tout sur fond d'harmonisation sans contrainte des libertés. Les idées, ici, se transforment en une sensibilité prégnante qui démultiplie leur efficacité. Elles n'ont pas besoin de se dire pour convaincre. Cette « existentialisation » de l'idéologie joue un rôle crucial dans la dominance de la vision néolibérale. Elle lui apporte une force d'intimidation considérable, en départageant un camp du bien et un camp du mal et en alimentant la bonne conscience des uns et la mauvaise conscience, si ce n'est le sentiment de culpabilité, des autres.

En l'occurrence, cette coloration morale du conflit entre néolibéralisme dominant et populisme dominé contribue à le rendre intraitable et à rendre son dépassement improbable. Déjà que la société de la connaissance entretient volontiers ses acteurs dans la conviction que ce qui n'entre pas

dans sa grille n'existe pas, si en plus cet inexistant se voit marqué comme ne devant pas exister, puisque contrevenant aux « valeurs » qui doublent les règles de l'efficacité, le jugement se fait sans appel. Repli chauvin sur le national, appel à l'autorité, invocation de l'identité : autant de choses réputées signer, soit un passéisme ignare, soit de malsaines inclinations qui disqualifient leurs tenants. Le mépris social s'ajoute à l'assurance d'être du bon côté chez les sachants et achève d'envenimer la dispute, son pouvoir d'intimidation se payant en ressentiment aggravé. On voit resurgir quelque chose comme le sentiment d'étrangeté mutuelle de « deux peuples », tel qu'un Disraeli pouvait le dépeindre au faîte de la première révolution industrielle. Cette dramatisation morale du conflit des visions du bon gouvernement lui confère l'allure d'une fracture insurmontable. Une impasse qui nous ramène, plus loin encore en arrière, à la scène primitive de l'affirmation du politique, au XVI<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire à la percée de l'autonomie moderne. Il ne s'agit plus, certes, de guerres de religion mais l'enjeu est le même : il s'agit comme alors d'enjamber un partage apparemment sans remède au nom de la puissance de ressaisie et de disposition d'elle-même de la communauté politique, puissance qui la définit comme autonome. L'issue de la crise est suspendue à la mobilisation de cette puissance.

Je me garderai bien de m'aventurer sur le terrain mouvant du pronostic. La contingence historique reprend ici ses droits et règne en maîtresse. Le pouvoir de la réflexion s'arrête à l'éclaircissement des données de la situation. Tout au plus lui est-il permis d'espérer contribuer à la maturation intellectuelle d'un de ces moments où les orientations collectives se décident. Encore ne lui est-il pas permis d'ignorer que l'apprentissage des données nouvelles du fonctionnement des sociétés et de la marche du monde grâce auquel pareil changement de cap est susceptible de s'imposer passe pour l'essentiel par d'autres voies que l'analyse théorique. Ce ne sont pas les écrits de Marx qui ont mis en mouvement les masses ouvrières.

Cette perception des situations et des réponses qu'elles appellent emprunte les mystérieuses voies intuitives par lesquelles les esprits individuels communiquent avec la vie de leur société — boîte noire au rôle capital qui attend d'être ouverte. Par ailleurs, l'expérience enseigne que, le plus souvent, c'est d'un choc exogène que procèdent les réorientations de grande ampleur, de l'irruption imprévisible d'une de ces conjonctures qui rendent d'un seul coup sensibles au plus grand nombre la solidarité d'un destin collectif et l'urgence des choix à son sujet. La prudence est par conséquent de mise. Le moment est à l'expectative.

Tout ce qu'il est possible de dire, c'est que le cours néolibéral touche, sinon à sa fin, du moins à ses limites. Le clivage qu'il suscite rend difficile d'ignorer ce qu'il manque. Il tourne le dos à l'autonomie dont il se présente comme la réalisation légitime. La démocratie dépolitisée des droits qu'il met en avant n'est qu'une version tronquée de la démocratie. Les moyens d'une version pleinement développée existent, la frustration protestataire qui fermente sous l'autosatisfaction officielle les fait apparaître. Pour autant, les pesanteurs du *statu quo* sont suffisamment fortes, son confort relatif suffisamment assuré — et les exigences du cours alternatif suffisamment intimidantes par leur ampleur, dans l'autre sens — pour lui permettre de durer. La bataille sourde entre les deux formules du fonctionnement démocratique qu'autorise leur commun socle structurel, sa formule actuelle et sa formule potentielle, peut demeurer pour longtemps le lot ordinaire de la vie de nos régimes.

Impossible à cet égard de ne pas faire état pour terminer du formidable facteur d'approfondissement du dilemme que constitue l'interpellation écologique. Elle pousse dans les deux directions. Par un côté elle ramène en l'exemplifiant et en l'élargissant l'exigence de prise en charge des conditions de l'existence collective. Au travers d'elle, la perspective d'une auto-définition réfléchie et voulue du domaine humain retrouve une actualité à la fois tangible et généralisée, à faire pâlir les visions antérieures

de l'autonomie démocratique les plus radicales. Sauf que ce caractère concret permet aussi de la mettre à part du reste. Par où, de l'autre côté, l'interpellation écologique devient un puissant facteur d'évitement de la question démocratique. On entend déjà monter l'argument : « Laissons là ces querelles oiseuses sur la démocratie. Il y a une urgence et une seule, sauver la planète, qui doit occuper nos pensées et mobiliser nos efforts. Le reste est littérature. » Comme si la qualité de l'instrument, l'instrument politique, en l'occurrence, était indifférente à sa capacité d'obtenir des résultats. La vérité est, à l'inverse, que les démocraties, dans leur état actuel, sont rigoureusement incapables d'affronter le problème écologique, avec les révisions déchirantes qu'il appelle et les tensions sociales qu'il est voué à provoquer. Les apprentis dictateurs que l'on voit poindre sous le drapeau vert ne me démentiront pas. C'est par la revitalisation de l'impératif démocratique qu'il faudrait commencer. Mais on ne peut exclure l'hypothèse que le problème joue, au contraire, à l'appui de la vision néolibérale et comme un moyen de prolonger son règne. Il lui apporte un argument de poids avec sa dimension planétaire, bien de nature à dissuader les initiatives locales et à solidifier le conformisme global. Il peut redonner sectoriellement, au nom de l'« urgence », un peu de consistance politique et par conséquent de crédit à des gouvernements déconsidérés par leur faiblesse, en s'appuyant sur le moralisme social qui double la juridisation politique. Pareil néolibéralisme autoritaire est ce qui peut nous arriver de pire, ce qui ne l'empêche pas d'être une éventualité plausible. Elle ne ferait que pousser la crise démocratique un peu plus loin, en accentuant la réduction du périmètre de la décision collective qui caractérise déjà le cours néolibéral. Car même en lui prêtant une certaine efficacité dans la réponse à la question de la survie, elle laisserait entière la vraie question démocratique, celle de la bonne vie. C'est seulement, à l'inverse, en subordonnant la question de la survie à celle de la bonne vie,

démocratiquement délibérée et tranchée, que la réponse a une chance d'être véritablement efficace.

Sur le fond, en dépit de l'hétérogénéité apparente des problèmes, le problème démocratique et le problème écologique sont inséparables. Le problème démocratique a pragmatiquement la priorité, puisqu'il concerne le cadre de l'intérieur duquel traiter l'autre, mais leur source ultime est la même — du moins pour ce qui touche au ressenti du problème écologique. Il regarde une donnée de la condition collective qui passait pour aller de soi et qui se révèle hautement problématique, à savoir le lien institué entre le monde humain et son environnement naturel — institué, et pas seulement empiriquement donné. On l'a vu, en effet, la structuration hétéronome impliquait comme l'une de ses dimensions constitutives l'insertion du domaine humain-social dans l'ordre cosmique. Son effacement s'est soldé par l'évanouissement de cette assurance et l'ouverture d'une interrogation béante en son lieu et place. C'est de cette disparition qu'est née la perplexité écologique. Les deux phénomènes coïncident chronologiquement, du reste. La montée de la sensibilité à ce qui a été perçu, d'abord, comme « atteintes à l'environnement » a fidèlement accompagné les suites du libre déploiement de la structuration autonome depuis la fin des années 1970 jusqu'à ce que le réchauffement climatique en fasse une urgence globale mettant en cause, non un aspect, mais le tout du mode de fonctionnement de nos sociétés. Il est vrai que la libération de la dynamique juridico-technico-marchande qui a résulté de cette levée des limites hétéronomes et le capitalisme généralisé qui lui a donné forme étaient conçus pour rendre l'interpellation véhémement. Ils ne se contentent pas de bouleverser les termes de l'existence collective, ils bouleversent indirectement les rapports du domaine humain-social avec son environnement naturel par l'artificialisation auto-référentielle qu'ils lui impriment. Ils tendent à le refermer sur son autosuffisance, dans une disjonction vertigineuse avec ce qui est autour de lui. À cet égard, la concentration du problème écologique

dans le réchauffement climatique est trompeuse. Elle en donne une traduction pratique qui l'impose dans les esprits, mais qui en masque simultanément la portée profonde en la réduisant à une urgence empirique. Comme si les réponses techniques qu'elle réclame, si indispensables soient-elles, pouvaient en venir à bout. S'en contenter, c'est rester prisonnier du cadre qui est à la source du problème, si ce n'est s'y enfoncer.

Le problème posé est celui du mode d'existence a-cosmique vers lequel nous entraîne la société de la connaissance dont le dégagement de la structuration autonome a précipité la cristallisation. Direction que le traitement du problème écologique est susceptible d'accentuer, si ce n'est de verrouiller, en démultipliant l'artificialisation du domaine humain sous l'aspect d'une autodéfinition scientifique et technique exclusivement soucieuse des paramètres objectifs de la survie. Ce qui ne peut avoir pour effet que de rendre plus aigu le sentiment d'une coupure d'avec ce dehors naturel insaisissable du dedans des savoirs positifs qui permettent pourtant de respecter ses contraintes. Les solutions auront beau se montrer efficaces en pratique, elles n'en contribueront pas moins derrière à renforcer les insécurités lancinantes d'une sorte d'exil ontologique. L'étrangeté éprouvée vis-à-vis de l'englobant cosmique se répercute en discordance intime dans la pensée entre les outils qu'elle nous fournit pour traiter le problème et ce qu'elle nous laisse percevoir de sa nature.

Où l'on voit que l'interpellation écologique porte en fait à son paroxysme le dilemme que soulève la société de la connaissance et que l'on retrouve dans tous les compartiments de la vie sociale, y compris le fonctionnement démocratique : plus du même, ou autre chose ? La fuite en avant dans la poursuite de connaissances en mesure de remédier aux insuffisances des connaissances actuelles, ou l'appel à un autre mode de pensée, non pour contredire ces connaissances, ou les corriger, mais pour déterminer leur place et régler leur usage dans un cadre qu'elles sont, par construction, incapables d'appréhender ? Poser la question, c'est y

répondre. Ces rationalités opératoires qui assurent la réussite prodigieuse de la société de la connaissance ne sont pas le tout de la raison. L'intelligibilité propre du domaine humain-social leur échappe, y compris et surtout, pour finir, s'agissant de son articulation avec le monde auquel il appartient. Or l'autonomie, ce ne peut être s'enfermer dans un autisme cosmique — se gouverner soi-même dans l'indifférence à ce qui n'est pas soi, qui se trouve être ce qui conditionne son existence. Le problème écologique ajoute une dimension supplémentaire au problème général en lui adjoignant l'exigence d'une maîtrise réfléchie de l'insertion dans cet Autre dont nous sommes une partie en même temps qu'un mystérieux corps étranger.

Qui sait si ce n'est pas du côté de cet élargissement et de sa pression inédite que viendra le déclic de la réforme de l'entendement politique requise par l'impasse actuelle, réforme qui commence par la réappropriation du sens du parcours qui nous a fait ce que nous sommes.

## REMERCIEMENTS

Ce livre doit beaucoup à l'amitié, dans son intention comme dans sa réalisation. Je tiens à remercier en particulier Marie-Christine Régnier, pour son aide de tous les jours, et Bénédicte Delorme-Montini, pour la lumineuse efficacité de son regard critique.

© *Éditions Gallimard, 2024.*

Éditions Gallimard  
5 rue Gaston-Gallimard  
75328 Paris  
<http://www.gallimard.fr>

## DU MÊME AUTEUR

- LA PRATIQUE DE L'ESPRIT HUMAIN. *L'institution asilaire et la révolution démocratique*, avec Gladys Swain, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 1980 ; rééd. « Tel », 2007, avec une nouvelle préface « La folie à l'âge démocratique ».
- LE DÉSENCHANTEMENT DU MONDE. *Une histoire politique de la religion*, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 1985 ; rééd. « Folio essais », 2005.
- UN MONDE DÉSENCHANTÉ ?, débat avec Marcel Gauchet sur *Le désenchantement du monde* (sous la dir. de Pierre Colin et Olivier Mongin), Le Cerf, 1988 ; Éd. de l'Atelier, 2004 ; Pocket, « Agora », 2007.
- LA RÉVOLUTION DES DROITS DE L'HOMME, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 1989.
- L'INCONSCIENT CÉRÉBRAL, Éd. du Seuil, « La Librairie du xx<sup>e</sup> siècle », 1992.
- « À la recherche d'une autre histoire de la folie », préface à Gladys Swain, DIALOGUE AVEC L'INSENSÉ. *Essais d'histoire de la psychiatrie*, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 1994.
- LA RÉVOLUTION DES POUVOIRS. *La souveraineté, le peuple et la représentation (1789-1799)*, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 1995.
- « De Pinel à Freud », préface à Gladys Swain, LE SUJET DE LA FOLIE. *Naissance de la psychiatrie*, Calmann-Lévy, « Liberté de l'esprit », 1997.
- LE VRAI CHARCOT. *Les chemins imprévus de l'inconscient*, avec Gladys Swain, Calmann-Lévy, 1997.
- LA RELIGION DANS LA DÉMOCRATIE. *Parcours de la laïcité*, Gallimard, « Le Débat », 1998 ; rééd. « Folio essais », 2001.
- LA DÉMOCRATIE CONTRE ELLE-MÊME, Gallimard, « Tel », 2002.
- POUR UNE PHILOSOPHIE POLITIQUE DE L'ÉDUCATION. *Six questions d'aujourd'hui*, avec Marie-Claude Blais et Dominique Ottavi, Bayard, 2002 ; rééd. Pluriel, 2013.
- LA CONDITION HISTORIQUE, entretiens avec François Azouvi et Sylvain Piron, Stock, « Les essais », 2003 ; rééd. Gallimard, « Folio essais », 2005.
- LE RELIGIEUX APRÈS LA RELIGION, avec Luc Ferry, Grasset, « Nouveau collège de philosophie », 2004 ; rééd. Le Livre de poche, « Biblio essais », 2007.
- LA CONDITION POLITIQUE, Gallimard, « Tel », 2005.
- LA DÉMOCRATIE D'UNE CRISE À L'AUTRE, Éd. Cécile Defaut, 2007.
- CONDITIONS DE L'ÉDUCATION, avec Marie-Claude Blais et Dominique Ottavi, Stock, « Les essais », 2008 ; rééd. Pluriel, 2010.
- PHILOSOPHIE DE LA DÉMOCRATIE, ÉCRITURE DE L'HISTOIRE. *Entretiens*, Documents sonores, Frémeaux & associés, 2009.

LE RELIGIEUX ET LE POLITIQUE. *Douze réponses de Marcel Gauchet*, introduction et entretien avec Olivier Bobineau, Desclée de Brouwer, « Religion & politique », 2010.

QUE FAIRE ? *Dialogue sur le communisme, le capitalisme et l'avenir de la démocratie*, avec Alain Badiou, Philosophie Magazine éditeur, 2014 ; rééd. Gallimard, « Folio. Le forum », 2016.

TRANSMETTRE, APPRENDRE, avec Marie-Claude Blais et Dominique Ottavi, Stock, « Les Essais », 2014 ; rééd. Pluriel, 2016.

COMPRENDRE LE MALHEUR FRANÇAIS, avec François Azouvi et Éric Conan, Stock, « Les Essais », 2016 ; rééd. Gallimard, « Folio actuel », 2017.

L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE, I. LA RÉVOLUTION MODERNE, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 2007 ; rééd. « Folio essais », 2013.

L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE, II. LA CRISE DU LIBÉRALISME, 1880-1914, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 2007 ; rééd. « Folio essais », 2014.

L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE, III. À L'ÉPREUVE DES TOTALITARISMES, 1914-1974, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 2010 ; rééd. « Folio essais », 2017.

L'AVÈNEMENT DE LA DÉMOCRATIE, IV. LE NOUVEAU MONDE, Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 2017 ; rééd. « Folio essais », 2024.

ROBESPIERRE. *L'homme qui nous divise le plus*, Gallimard, « L'esprit de la cité. Série Des hommes qui ont fait la France », 2018.

MACRON, LES LEÇONS D'UN ÉCHEC. *Comprendre le malheur français II*, avec François Azouvi et Éric Conan, Stock, « Les Essais », 2021.

LA DROITE ET LA GAUCHE, HISTOIRE ET DESTIN, Gallimard, « Le Débat », 2021.

# TABLE DES MATIÈRES

## INTRODUCTION

*De la crise totalitaire à la crise néolibérale*

## I. Traverser l'écran économique

*De l'effet à la cause*

*De l'économique au politique*

*« Néolibéralisme » et « populisme »*

## CONCLUSION

*Le défi de l'autonomie*

Remerciements

**MARCEL GAUCHET**

## **Le nœud démocratique**

### **Aux origines de la crise néolibérale**

Le désenchantement du monde n'avait pas livré tous ses secrets. Il comportait une suite que l'on n'attendait pas.

On le croyait achevé. Il n'en était rien. Il est allé silencieusement à son terme au cours des quatre ou cinq dernières décennies. La sortie de la structuration religieuse des sociétés a libéré cette fois toutes ses potentialités en engendrant un « nouveau monde » déconcertant. L'étrange crise de la démocratie qui affecte le monde occidental en est un des aspects les plus troublants. Elle est l'opposé exact de la crise totalitaire qui a ravagé le premier XX<sup>e</sup> siècle. Celle-ci avait pour moteur l'aspiration à détruire la démocratie dite « bourgeoise » pour lui substituer des régimes supérieurs. La crise actuelle, à l'inverse, touche une démocratie dont les principes sont plébiscités, mais dont le fonctionnement n'en suscite pas moins une immense frustration et des fractures profondes au sein des peuples.

Cette « crise de la réussite », comme il y eut un « vertige du succès » stalinien, est liée, montre Marcel Gauchet, à une lecture trompeuse de la nouvelle structuration collective née de l'effacement complet de l'empreinte sacrale. Elle induit une vision réductrice de la nature de la démocratie, aveugle au nœud qui tient ses éléments ensemble. Il faut la dire « néolibérale », dans un sens qui va bien au-delà de l'économie, même si elle consacre le règne de l'économie, puisqu'elle concerne tous

les domaines de l'existence collective et en propose même un modèle global.

Mais à l'exemple de l'expérience totalitaire en son temps, cette expérience qui en prend le contrepied a la vertu de mettre en lumière des conditions jusqu'alors mal identifiables de la bonne marche de nos régimes. C'est en fonction de ses enseignements que devra se repenser la démocratie de l'avenir.

*Marcel Gauchet est historien et philosophe. Il est notamment l'auteur de L'avènement de la démocratie en quatre volumes (Gallimard, 2007-2017).*

Cette édition électronique du livre  
*Le nœud démocratique* de Marcel Gauchet  
a été réalisée le 9 octobre 2024 par les Éditions Gallimard.  
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN : 9782073085313 - Numéro d'édition : 642535).  
Code produit : Q10346 - ISBN : 9782073085337.  
Numéro d'édition : 642537.

*Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo*